



Dans son rapport 2016 sur l'état de la corruption au Cameroun, présenté le 22 décembre 2017 à Yaoundé, la capitale du pays, la Commission nationale anti-corruption (Conac) révèle l'ampleur du phénomène au sein de l'administration douanière.

En effet, du fait des pratiques de corruption et de fraude, qui sont légion dans ce secteur, souligne le rapport, le Trésor public a perdu la bagatelle de 1 246 milliards de francs Cfa, au cours de la période 2010-2015.

A titre de comparaison, cette somme représente environ 75% du budget d'investissement public (BIP) de l'Etat camerounais, pour le compte de l'année 2016 (1 500 milliards de francs Cfa). Une bonne partie de ces fonds est la conséquence du manque de concordance entre certains chiffres déclarés par la douane et ceux effectivement reversés dans les services du Trésor.

Le rapport de la Conac met également en exergue le train de vie princier des douaniers camerounais, qui possèdent un «luxueux» quartier dans une banlieue de Douala, la capitale économique du pays.

A en croire la Conac, 21 agents de la douane auditionnés au cours de l'enquête, ont confessé être propriétaires de plusieurs immeubles bâtis aussi bien à Douala qu'ailleurs, ainsi que de

nombreux comptes bancaires à solde créditeur, dont les montants s'élèvent à plus de 134 millions de francs Cfa. «Le plus illustre» d'entre ces fonctionnaires très riches, étant cet adjudant des douanes en service à Maroua, dans la région de l'Extrême-Nord. Sans révéler son nom, le rapport de la Conac révèle que l'intéressé «est propriétaire de 13 villas en dur, bâties sur terrains titrés ; d'un immeuble de 5 niveaux également construit sur terrain titré ; ainsi que de 10 terrains immatriculés». A ce vaste domaine immobilier, poursuit le rapport, «s'ajoute dans son registre de propriétés, 5 camions de 30 tonnes de charge utile ; 5 cars Toyota Coaster de 28 places ; 2 cars de 18 places ; et un parc automobile plein de véhicules personnels haut de gamme».
